



Mobilisations internationales « TEMER , DEHORS »

Chers camarades internationalistes,

La lutte contre le Coup d'État au Brésil et contre le gouvernement illégitime de Michel Temer continue.

Le 18 juillet, le Collectif national du Front Brésil Populaire a débattu de la conjoncture politique du pays. Malgré les difficultés induites par un rapport de forces institutionnel défavorable, nous sommes arrivés à la conclusion que la destitution n'est pas une fatalité ; le processus peut donc être inversé.

C'est pourquoi, il est fondamental pour nous de reprendre le processus de mobilisations de rues et la dénonciation internationale, qui continue d'être un moyen de pression fondamental sur les Sénateurs et même sur le gouvernement « golpiste ».

Au Brésil, nous allons continuer les événements et les mobilisations nationales, en donnant la priorité à quelques dates clés :

- ☐ 05 août : Ouverture des Jeux Olympiques – Mobilisation nationale sur le thème « Temer, Dehors » et sur la dénonciation du Coup d'Etat, à Rio de Janeiro.
- ☐ 9 août : Date prévue pour le premier vote en plénière du Sénat – Marches dans toutes les capitales du pays.
- ☐ Du 24 au 29 août : Période du vote final du Sénat – Manifestation nationale à Brasilia.

Nous appelons tous nos camarades internationalistes, les brésilien(e)s résidant à l'extérieur, les mouvements et organisations de travailleurs du monde entier, à organiser des événements devant les ambassades et les consulats brésiliens, des manifestations de rue, des rassemblements devant vos parlements pour exiger la non-reconnaissance du gouvernement illégitime de Temer, et toute action possible contre le Coup d'État et pour le « Temer Dehors », renforçant ainsi au niveau international les actions au Brésil.

Nous envoyons en annexe un flyer pour dialoguer avec la société, qui explique à la population le Coup d'État et les mesures du gouvernement « golpiste ». Il est en portugais, anglais, espagnol et français. Ceci pour une large diffusion et reproduction.

La solidarité et l'appui de la classe ouvrière du monde et de tous les secteurs démocratiques et progressistes est fondamental pour que nous parvenions, ensemble, à vaincre le processus en cours .

Le Coup d'État contre la démocratie brésilienne est un coup contre toutes les démocraties du monde !

TEMER DEHORS !

LA VERITE SUR LE COUP D'ETAT

La destitution d'un président de la République n'est possible, selon notre Constitution, que s'il a commis un crime.

Les auteurs de la demande de destitution de la Présidente Dilma Rousseff argumentent qu'elle a utilisé la procédure de « pédalages » budgétaires.

Cette pratique ne constitue pas un crime et a déjà été utilisée par d'autres présidents, comme Fernando Henrique Cardoso et Lula.

Michel Temer, quand il était Vice-Président en exercice, a utilisé cette même procédure lorsqu'il devait assumer la présidence. Il y a plus de 24 gouverneurs dans tout le pays qui l'ont utilisée, y compris Geraldo Alckim, de São Paulo et l'ex-gouverneur de Minas Gerais, Aécio Neves.

Si le Tribunal Fédéral Suprême était fidèle à la Constitution, il devrait annuler ce processus.

Le jugement de la présidente est tellement manipulé que, parmi les députés qui ont approuvé le coup d'État, plus de 100 d'entre eux sont l'objet d'instructions dans le cadre de l'opération Lava Jato (Enquête contre la corruption lié à l'entreprise Petrobras).

Le rapporteur de la procédure au Sénat est le sénateur du Minas Gerais Antônio Anastasia, ex-gouverneur de son Etat, qui a aussi pratiqué des « pédalages » budgétaires pendant les cinq années de son mandat.

Le sénateur Romero Jucà (PMDB-RO) a révélé, dans des enregistrements de conversations téléphoniques avec ses alliés, que le véritable objectif de la destitution est d'arrêter l' « opération Lava Jato », car la présidente Dilma refusait de protéger les parlementaires impliqués. A cause de cela, entre autres, ils se sont mis d'accord pour appuyer Michel Temer et ses plans de coup d'Etat. Avec la crise économique et politique, le gouvernement de la présidente Dilma a diminué les contrats publicitaires avec les grandes entreprises de communication, comme Globo et l'Editeur Abril. Leurs propriétaires, mécontents, se sont mis à promouvoir les manifestations contre le gouvernement et pour la destitution de la Cheffe d'Etat.

Le fait est que la destitution, sans base légale, s'apparente à un coup d'état, organisé par les politiciens les plus corrompus, les grands moyens de communication et les entreprises anti-patriotes.

LE GOUVERNEMENT ILLEGITIME DE TEMER EST CONTRE LES TRAVAILLEURS ET CONTRE LE BRESIL .

Il a pris une mesure provisoire qui autorise la privatisation d'entreprises d'État dans le secteur électrique, les ports et les aéroports brésiliens.

Il a préparé une loi qui permet au capital étranger d'acheter intégralement nos entreprises aériennes, ainsi que les terres et les ressources naturelles.

Il favorise le maintien des taux d'intérêt les plus hauts du monde, ce qui va provoquer en 2016 le transfert de 500 milliards de reais du Trésor National vers les banques et les plus riches, qui détiennent des titres de la dette nationale.

Il a autorisé l'augmentation des salaires du Pouvoir Judiciaire, représentant un déficit de 60 milliards dans les comptes publics.

Il a fermé plusieurs ministères qui se préoccupaient des intérêts de la population la plus pauvre, comme le Ministère du Développement Agraire et le Secrétariat des Droits humains.

Il a rédigé un projet de loi qui retire l'obligation de participation de 30% de l'entreprise Petrobras dans les champs du pré-sal. C'est-à-dire que 30% des hydrocarbures trouvés au Brésil reviennent obligatoirement à Petrobras.

Il a annoncé un projet de loi, contraire à la Constitution, qui en terminerait avec les dépenses

publiques obligatoires dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Il a annoncé qu'il va modifier le système de protection sociale, en augmentant l'âge minimum de départ à la retraite et obligeant les femmes à avoir le même temps de travail que les hommes pour prétendre à la retraite. Il veut aussi supprimer l'indexation du montant minimum de la retraite, qui bénéficie aux plus pauvres, sur l'augmentation annuelle du salaire minimum.

Il a réduit les budgets pour le programme de logements populaires « Ma Maison, Ma Vie », qui prévoyait la construction de 700 000 maisons juste pour 2016. Probablement, cette année, nous n'arriverons pas à 30 000 maisons construites dans tout le pays.

LE GOUVERNEMENT TEMER EST ANTIDEMOCRATIQUE

Il a constitué un gouvernement composé uniquement d'hommes, riches, blancs et plutôt “ de la vieille politique”.

Dans ce gouvernement, il y a déjà trois ministres qui ont dû démissionner à cause de dénonciations pour corruption et divers autres sont impliqués dans des procès.

En politique extérieure, il a donné des signes clairs d'un réalignement sur les intérêts du gouvernement des États-Unis. Il dit qu'il va sortir du Mercosur (Marché commun du Sud) et de l'Unasul (Union des Nations sud-américaines), et aussi abandonner les liens historiques avec l'Afrique. Il ne cache pas qu'il sera soumis aux pays les plus riches et à leur intérêts.

Il a nommé un général pour le Cabinet de Sécurité institutionnelle, en réactivant l'Agence Brésilienne d'Intelligence (Abin) contre les mobilisations sociales et les mouvements populaires.

C'EST LE PEUPLE BRÉSILIEN QUI PAIE LA FACTURE DU COUP D'ÉTAT

La crise économique est de plus en plus importante, augmentant les sacrifices pour les travailleurs, provoquant le chômage et la diminution des salaires.

Le Coup d'État a paralysé des entreprises stratégiquement importantes pour le pays, dans les secteurs de la construction civile, de l'industrie navale et de la défense nationale. Il a aussi affecté les compagnies qui dépendent du marché interne et de l'augmentation des revenus de la population. L'entreprise Petrobras est secouée par la démission de milliers de travailleurs et la vente des actifs. Peut-être veulent-ils créer les conditions pour la rendre inefficace et justifier sa privatisation ?

La violence policière contre les plus pauvres et les mouvements populaires qui défendent les droits des travailleurs a augmenté.

CE QUE NOUS EXIGEONS

Que la présidente Dilma Rousseff soit déclarée innocente par le Sénat, refermant ainsi la farce du coup d'État, respectant ainsi les 54 millions de brésiliens qui l'ont élue en 2014.

L'engagement de la Présidente Dilma sur un nouveau programme de gouvernement, qui affronte la crise, avec des politiques publiques en faveur des travailleurs.

Respect de tous les droits du travail et sociaux, conquis et consacrés par la Constitution brésilienne.

Sanction à tous les corrompus, quelque soit leur parti, que ce ne soit pas seulement les dirigeants du PT qui soient sanctionnés, mais aussi ceux de tous les autres partis.

Engagement de réaliser une profonde réforme politique, qui garantisse au peuple le droit d'élire ses vrais représentants, avec une mise en œuvre pour les élections de 2018.

Engagement d'une nouvelle loi pour les moyens de communication, qui rompe avec le monopole de Rede Globo et des autres entreprises familiales, en démocratisant la production d'information et de culture.